

(Article paru dans la *Revue d'Economie Politique*, 112 (5), sept.-oct. 2002, pp.754-772)

Utilité ou rationalité ? Rationalité restreinte ou générale ?

par Raymond Boudon

Résumés

G. Becker avance que le modèle de l'utilité espérée (MUE) est le plus efficace que les sciences sociales puissent utiliser. La raison principale de son importance est qu'il engendre des explications autosuffisantes. Mais il est impuissant à expliquer de nombreux phénomènes sociaux. La raison en est que les actions s'appuient couramment sur des croyances non triviales dont il faut rendre compte dès lors qu'on vise une explication autosuffisante. Or on croit couramment que faire quelque chose est bon, juste, vrai, légitime, etc. sur la base de raisons non instrumentales. La rationalité ne doit donc pas être conçue comme étant de caractère exclusivement instrumental. Smith et Weber parmi d'autres ont repéré ce point et esquissé un modèle qui repose sur une définition générale de la rationalité (MRG) et conserve la propriété d'autosuffisance du MUE tout en éliminant les sources de ses limitations. Plusieurs exemples d'application de ce modèle sont présentés.

According to G. Baker, the expected utility model (EUM) is the most powerful social sciences can use. The main reason of its importance is that it produces self-sufficient explanations. But a number of social phenomena cannot be explained by the EUM. The reason is that actions rest currently upon beliefs which can be non trivial and must be explained if a self-sufficient explanation is aimed at. Now, an actor currently believes that doing something is good, fair, true, legitimate, etc. on the basis of non instrumental reasons. Rationality should not therefore be conceived as being exclusively instrumental. Smith and Weber among others have seen this point and sketched a model (GRM) resting on a general definition of rationality which keeps up the self-sufficiency of EUM, whereas it eliminates the sources of its limitation. Several examples applying this model are presented.

Mots-clés: rationalité, rationalité instrumentale, rationalité axiologique, utilité, utilité espérée, conséquentialisme, opinion, croyance.

Deux éminents économistes, tous deux prix Nobel, ont contribué à étendre les potentialités du modèle de l'utilité espérée (MUE) : H. Simon et G. Becker. H. Simon a notamment assoupli la notion d'optimisation : le sujet social prend selon lui des décisions plutôt *satisfaisantes* qu'*optimales* ; il a insisté sur le fait que, l'information étant coûteuse, les décisions doivent être analysées comme se fondant sur une rationalité *limitée*. Ces idées ont fortement influencé les sciences sociales. G. Becker a montré que le MUE pouvait dans certains cas expliquer les préférences des acteurs et échapper ainsi à l'objection qui lui est faite de les traiter comme de simples données.

G. Becker déclare dans *Accounting for Tastes* (1996, Ch1, §1, pp. 3-4) que les approches concurrentes du MUE, à savoir les explications causalistes du comportement social fondées sur des forces « culturelles », « biologiques » ou « psychologiques » n'atteignent pas, de loin, au même pouvoir explicatif que le MUE.

Tout en étant d'accord avec Becker sur ce point, on défendra l'idée qu'on peut échapper au dilemme entre explication du comportement par le MUE et explication causaliste. Il existe en effet une tierce approche. Elle consiste dans son principe à concevoir le comportement comme rationnel, mais à renoncer à la définition étroite que le MUE se donne de la rationalité. Elle est dotée d'un pouvoir explicatif supérieur au MUE. Tel sera mon point principal que je chercherai à développer ici.

En tout cas, les travaux de H. Simon et G. Becker doivent leur importance à ce qu'ils posent un problème essentiel pour toutes les sciences humaines : celui des principes qu'elles doivent adopter pour expliquer le comportement individuel.

Les raisons de l'influence du MUE

Une dimension essentielle de l'attrait du MUE a été mise en évidence par J. Coleman (1986, p.1) : « Rational action of individuals has a unique attractiveness as the basis for social theory ». Auparavant, Hollis (1977) avait exprimé la même idée en des termes voisins : « rational action is its own explanation ». Dans ces deux citations, l'expression « action rationnelle » désigne l'action « visant à l'utilité maximum ou optimum », l'action guidée par le calcul coût-bénéfice. Car le MUE est souvent désigné, dans le monde anglo-saxon surtout, par l'expression « Théorie (ou modèle) du choix rationnel ». Ces textes font apparaître une raison essentielle de l'importance du MUE : dès lors qu'on a expliqué que le sujet X a fait Y plutôt que Y' parce qu'il lui paraissait plus avantageux du point de vue de ses objectifs de faire Y, l'explication est

complète. Même si la biologie était capable de décrire les phénomènes électriques et chimiques qui accompagnent un processus de décision, cela n'ajouterait rien à l'explication. Le MUE produit en d'autres termes des explications autosuffisantes : dépourvues de boîtes noires.

Cette capacité à offrir des explications dépourvues de boîtes noires confère au MUE une supériorité incontestable, comme l'assure Becker, aux explications qui font appel à des *forces biologiques, culturelles* ou *psychologiques*. Il est vrai qu'on n'est guère convaincu par exemple par les prétentions de la sociobiologie à rendre compte des sentiments moraux. Wilson (1993) ou Ruse (1993) font appel pour les expliquer à des mécanismes invisibles purement conjecturaux. En outre, leurs théories ne sont pas en mesure de rendre compte de leur variation dans le temps et dans l'espace (Boudon, 1998). Du côté de la psychologie, des travaux comme ceux de Kahneman et Tversky (1973) ont démontré l'existence de *biais* cognitifs expliquant notamment que l'individu ne prenne pas toujours des décisions conformes à son intérêt. Mais l'origine de ces biais reste mystérieuse. De plus, l'on n'a pas de vision claire des conditions qui en favorisent ou en défavorisent l'apparition. Les facteurs *culturels* évoqués par certains sociologues et anthropologues se heurtent aux mêmes difficultés. On ignore la nature des mécanismes auxquels ils correspondent, couramment qualifiés d'effets de *socialisation*, et l'on est par suite dans l'incapacité de décrire les conditions dans lesquelles ils apparaissent. Tout groupe, toute société connaissent des opposants ; les sceptiques sont de tout temps ; les individus élevés dans un environnement criminogène deviennent rarement des criminels. Faut-il y voir des ratés de la socialisation ?

Loin de moi l'idée d'écarter les mille et une choses que l'on peut mettre sous l'étiquette de la *socialisation*, qui est peut-être davantage un mot-valise qu'un concept scientifiquement recommandable. Il est vrai que « nous croyons un million de choses sur la foi d'autrui » (Tocqueville) ; mais de là à croire qu'on puisse *expliquer* les croyances, attitudes, comportements des individus en se contentant d'y voir des effets de socialisation, il y a un pas à ne pas franchir. Les paysans romains rejettent le monothéisme, les centurions sont attirés par lui (Weber 1999[1920-1921]). Pourquoi ? Parce qu'ils ont été socialisés à ces croyances ? Ici l'explication par la socialisation réussit ce tour de force d'être à la fois creuse et fausse : papa et maman centurion ont élevé leur rejeton dans le culte du polythéisme ; or voilà qu'il se sent attiré par un culte profondément étranger à la tradition romaine.

Becker a raison : l'appel à des forces biologiques, psychologiques ou culturelles conduit à des explications peu convaincantes. Des *observations* comme celles de Kahneman et Tversky sont sans aucun doute du plus grand intérêt. Mais les *explications* qui en sont proposées sont fragiles : untel se comporte de telle manière parce qu'il y a été *socialisé* ; que tout le monde pense

ainsi autour de lui ; qu'un *biais* le fait passer à côté de la solution ; qu'un *instinct* d'origine sociobiologique le pousse à agir, à sentir ainsi ; qu'il a été *socialisé* dans tel ou tel environnement culturel ; qu'il habite tel *univers* mental ; qu'il a contracté tel *habitus*, telle *représentation sociale*. De telles explications sont *ad hoc* et tautologiques. A l'inverse des explications par le MUE, elles créent des boîtes noires, à jamais conjecturales. Car, à la différence des virus, qu'on a observés après les avoir supputés, on n'a guère d'espoir de préciser les mécanismes sous-jacents aux *biais* des psychologues ou aux *effets de socialisation* des sociologues. Plus précisément : si l'on doit un jour préciser les mécanismes sous-jacents à ces phénomènes, ce sera le fait plutôt des sciences de la vie que des sciences humaines et sociales.

Ces explications, qui ont en commun d'obéir à ce que j'appellerai un *Modèle présumant une Causalité Matérielle* (MCM) témoignent d'une conception étroite du positivisme : celle selon laquelle la mise entre parenthèses de la subjectivité du sujet ou son traitement comme variable dépendante serait une condition nécessaire de la scientificité. Or un comportement ou une croyance peuvent être aussi les effets, non de processus *matériels* (au sens où ils agissent à l'insu du sujet), mais de *raisons*. La science s'est signalée par son aptitude à expliquer par des causes matérielles des phénomènes qui étaient jusque là expliqués par des causes immatérielles. Il n'en résulte évidemment pas qu'il soit non scientifique de voir dans les *raisons* immatérielles que le sujet se donne la cause de son comportement. Si la discussion sur la question de savoir si des *raisons* peuvent être des *causes* a pris dans la réflexion philosophique récente (Davidson, 1993) une importance qui peut surprendre l'observateur non averti, c'est que l'idée selon laquelle une cause ne saurait être que matérielle imprègne toujours les esprits en profondeur.

Le succès des explications relevant du MCM est donc fondé sur des raisons douteuses (les préjugés d'un positivisme étroit), qui ne compensent pas leur inconvénient, bien souligné par les tenants du MUE, à savoir que les principes explicatifs qu'elles sollicitent sont des boîtes noires, présentant de surcroît un caractère définitif.

Mais l'influence du MUE est due, non seulement à ce que, par contraste avec les explications de type MCM, ses explications présentent un caractère auto-suffisant, mais aussi à ses succès scientifiques : il a permis de résoudre de nombreuses énigmes. Ses succès sont innombrables, et en aucune façon limités au domaine de l'économie.

La théorie politique de Rousseau fournit avant la lettre un témoignage de l'efficacité du MUE. En montrant que, si l'individu est dans l'incapacité d'exercer une contrainte morale ou légale sur autrui, il risque de se retrouver dans des situations de *jeu de l'assurance*, Rousseau a proposé une explication

puissante des raisons pour lesquelles le citoyen accepte d'être soumis à des contraintes, dès lors que celles-ci lui apparaissent fonctionnelles : qu'elles représentent un garde-fou contre les effets pervers engendrés par ce type de situations.

L'application du MUE aux phénomènes politiques a connu de nouveaux et remarquables succès dans les années 50-60, aux Etats-Unis surtout. On peut citer ici les noms de Downs, de Buchanan, de Tullock ou encore d'Olson. Ils ont sans doute beaucoup contribué à renforcer l'idée, qui prend corps dans les années qui suivent, que le MUE a vocation à s'appliquer, non à la seule économie, mais à l'ensemble des sciences sociales.

Le MUE peut également faire état de remarquables succès en histoire. Tocqueville l'avait découvert instinctivement, comme Rousseau. Root (1994) emprunte la même voie. Il se demande pourquoi, au 18^e siècle, la politique économique favorise de façon chronique les producteurs de grains en Angleterre et les consommateurs en France. L'explication de Root fait de cette asymétrie un effet de la centralisation administrative. Les consommateurs parisiens voient bien qu'en manifestant dans les rues de la capitale, ils peuvent exercer une pression efficace sur le pouvoir et obtenir des prix favorables à leurs intérêts. En revanche, une manifestation sous les fenêtres de Westminster n'aurait guère eu de chances de succès, les députés des Communes étant des propriétaires fonciers, surtout soucieux de ne pas décevoir leurs électeurs de province, lesquels appartiennent pour la plupart, vu le caractère censitaire du suffrage, aux mêmes catégories sociales qu'eux-mêmes. C'est pourquoi les *journées* d'action sont fréquentes à Paris, mais rares à Londres. C'est pourquoi aussi la politique économique anglaise favorise les producteurs de grains, tandis que la politique française favorise les consommateurs.

Parmi les classiques de la sociologie, Marx, Sombart et Simmel, Tarde ou même Durkheim ont proposé, à l'instar de Tocqueville, de nombreux exemples d'analyses utilisant le MUE, bien qu'aucun d'entre eux ne se recommande d'une théorie qui ne devait recevoir un nom qu'après eux (Boudon, 2001[1979], 1998-2000). Parmi les modernes, il suffit d'évoquer par exemple les travaux d'Olson (1965), d'Oberschall (1973, 1994), de Kuran (1995) ou de Hardin (1995) pour mesurer l'apport du MUE. Tous ces auteurs ont, en utilisant le MUE, expliqué avec succès des phénomènes énigmatiques relevant de la sociologie des mouvements sociaux, de la criminalité, de l'opinion publique ou de l'Etat.

Mais, aussi indispensable que soit le MUE s'agissant d'expliquer certains phénomènes, il se révèle impuissant à en expliquer beaucoup d'autres. On peut même dresser une liste imposante de phénomènes sociaux devant lesquels il bute.

Les échecs du MUE

Les discussions relatives au *paradoxe du vote* témoignent des apories auxquelles conduit, sur certains sujets, le MUE. Si on prend le MUE au sérieux, nous dit ce paradoxe, on ne comprend pas pourquoi les gens votent : puisque mon vote n'a qu'une chance pratiquement nulle d'influencer le résultat d'une consultation populaire, pourquoi voterais-je, plutôt que de me consacrer à des activités plus intéressantes ? Pourtant, les gens votent. Le paradoxe du vote a fini par prendre le statut d'une pierre d'achoppement pour le MUE. C'est pourquoi il a donné naissance à une littérature considérable.

On peut repérer quelques types principaux de réponses à ce *paradoxe*. Ferejohn et Fiorina (1974) ont proposé une solution qui évoque le pari de Pascal : même si mon vote a fort peu de chance d'être décisif, j'aurais des regrets si grands s'il s'avérait l'être, que je vote par précaution, d'autant plus facilement que les coûts du vote sont faibles. Le vote devrait donc être analysé comme une assurance peu onéreuse contractée par le sujet pour couvrir des risques très improbables, mais aux enjeux considérables. On repère effectivement dans la vie courante des risques dont la nature est telle qu'ils incitent l'individu à une réponse de type *pari de Pascal*. Les incendies étant rares, le coût pour l'individu de l'assurance-incendie est faible, mais l'enjeu considérable. La difficulté de l'explication proposée par Ferejohn et Fiorina est que, dans le cas du vote, le risque d'être exposé à des regrets est pratiquement inexistant, tandis que l'enjeu est loin d'être infini, comme dans le célèbre *pari*.

D'autres, comme Overbye (1995), ont cherché à résoudre le paradoxe du vote en introduisant l'idée que l'abstention nuit à la réputation sociale de l'individu. Cette hypothèse permet d'expliquer de façon simple que les gens votent, tout en restant dans le cadre du MUE : il suffit de supposer que le coût de l'abstention en termes de réputation sociale est supérieur à celui du vote. Mais, outre qu'elle a un caractère *ad hoc*, elle est auto-contradictoire : pourquoi faut-il que le public considère l'abstention d'un mauvais œil s'il est composé d'individus qui sont censés voir qu'il est inutile de voter ?

Schuessler (2000) est, lui aussi, soucieux d'expliquer le vote en restant dans le cadre du MUE. Il part du postulat que l'électeur vote, malgré l'inutilité de son acte, parce que voter a pour lui un intérêt, non pas instrumental, mais expressif. Certains anthropologues, embarrassés par l'explication des rituels magiques, objectivement inutiles, ont, de même, proposé de les expliquer en supposant qu'ils ont pour le *primitif* une valeur, non pas instrumentale, mais expressive. L'explication se heurte dans les deux cas à plusieurs objections, la principale étant qu'elle est vigoureusement rejetée par les acteurs eux-mêmes. Il faut alors expliquer les raisons d'être de cette *fausse conscience* : une tâche périlleuse.

Non seulement ces théories n'expliquent pas de façon satisfaisante pourquoi les gens votent, elles ne permettent pas non plus de comprendre les variations de l'abstention d'une consultation à l'autre.

Bien d'autres phénomènes, tout aussi familiers que le vote, opposent au MUE une résistance inébranlable. La corruption et le trafic d'influence ne nuisent guère au public tant qu'ils restent relativement modérés. Sans doute les effets de ces délits sont-ils supportés par le contribuable. Mais, pour le citoyen ordinaire, ce coût est assez faible pour lui être insensible, voire invisible. Bref, en ce qui le concerne, les conséquences sont objectivement négligeables et subjectivement inexistantes. Il est donc difficile de soutenir que la réaction négative qu'ils entraînent de sa part lui est essentiellement inspirée par les conséquences que ces comportements entraînent *pour lui*. Pourtant, corruption et trafic d'influence sont habituellement jugés graves par le public. En outre, le rejet de la corruption et du trafic d'influence tend à être d'autant plus marqué que ces phénomènes sont, non pas *plus* mais *moins* développés, alors que le MUE prédirait une corrélation de signe opposé.

Autres *paradoxes* : ceux dits *d'Allais*. Ils montrent que, confrontés à certains types de loteries, les individus ne se conforment pas au principe de la maximisation de l'utilité : ils préfèrent *moins* à *plus*, et non *plus* à *moins* (Allais et Hagen, 1979 ; Hagen, 1995). Le jeu dit *de l'ultimatum* (Wilson, 1993 ; Hoffman et Spitzer, 1985) fait apparaître un autre paradoxe. Un expérimentateur propose à deux sujets de se partager une somme de 100 €. Le sujet A est appelé à faire une proposition sur la manière dont les 100 € devraient être partagés entre lui-même, A, et B. B de son côté a seulement la capacité d'approuver ou de rejeter la proposition de A. S'il l'approuve, le partage se fait selon la proposition de A. S'il la rejette, les 100 € restent dans la poche de l'expérimentateur. Si le MUE s'appliquait à ce cas, on devrait observer de la part de A des propositions de partage telles que « 70 € pour moi (A), 30 € pour B ». En effet, B aurait dans ce cas intérêt à accepter la proposition de A, même si elle le désavantage beaucoup. Or la plupart des sujets choisissent le partage égal. Ils refusent de profiter du pouvoir de décision que l'expérience leur confère. Les partisans du MUE ont proposé des solutions peu convaincantes de cet autre type de paradoxe. Ainsi, selon Harsanyi (1955, 1977), le sujet se dit qu'en proposant un partage égal, il prend une assurance sur l'avenir pour le cas où les rôles de A et de B seraient inversés. Mais, on ne voit pas pourquoi il ferait ce calcul lors d'une partie à un coup contre un adversaire qu'il ne reverra pas.

Plusieurs économistes éminents ont reconnu, en dehors d'Allais, déjà cité, qu'il est abusif de prêter au MUE une portée générale. Olson (1965), l'un de ceux qui a le plus contribué à étendre le domaine d'application du MUE, indique explicitement que son modèle de l'action collective ne s'applique qu'aux cas où l'axiomatique sur laquelle il repose peut être tenue pour pertinente. Frey (1997)

a attiré l'attention sur des observations dont on ne voit pas comment on pourrait en rendre compte dans le cadre du MUE. Ainsi, des enquêtes conduites en Suisse et en Allemagne révèlent que les citoyens acceptent plus facilement des désagréments (comme la présence de déchets nucléaires sur le territoire de leur commune) quand on *ne* leur propose *pas* de dédommagement plutôt que lorsqu'on leur en propose.

Les raisons des échecs du MUE

Il n'est pas difficile de déterminer les raisons de ces nombreux échecs du MUE : les phénomènes sociaux devant lesquels il se révèle impuissant partagent en effet des traits communs. Plus précisément, on peut identifier trois classes de phénomènes échappant à la juridiction du MUE.

La *première* de ces classes inclut les phénomènes caractérisés par le fait que le comportement des acteurs s'appuie sur des croyances non triviales. Tout comportement met en jeu des *croyances*. Je regarde à droite et à gauche avant de traverser la rue, afin de maximiser mes chances de survie, car je *crois* que, sinon, je prendrais des risques sérieux. Dans un cas comme celui-là, les croyances mises en jeu sont triviales. En revanche, s'agissant d'autres comportements, l'explication des croyances qui les fondent représente le moment central de l'analyse. Or le MUE n'a rien à nous dire sur les croyances.

Sans doute peut-on postuler que les croyances résultent de l'adhésion à une théorie et que l'adhésion à une théorie est un acte rationnel. Mais la rationalité consiste ici à préférer la théorie qui permet de rendre compte des données de la façon la plus satisfaisante possible (eu égard à certains critères). Elle est de nature *cognitive* et non *instrumentale*. L'adhésion du sujet provient de ce qu'il la croit vraie. Réciproquement, c'est parce que le MUE réduit la rationalité à la rationalité instrumentale qu'il bute devant toutes sortes de *paradoxes*.

Certains ont cherché à réduire la rationalité cognitive à la rationalité instrumentale. Ainsi, Radnitzky (1987) propose d'expliquer l'adhésion aux théories scientifiques à partir du MUE. Le savant cesse de croire à une théorie, nous dit Radnitzky dès lors que les objections qu'on lui oppose lui rendent sa défense trop *coûteuse*. Il est en effet *coûteux* d'expliquer pourquoi la coque des bateaux disparaît à l'horizon avant le mât, pourquoi la lune prend une forme de croissant, pourquoi le navigateur qui maintient son cap revient à son point de départ si on admet que la terre est plate. Mais cette explication est *coûteuse parce qu'elle est difficile*. Il faut alors expliquer pourquoi il en est ainsi et l'on est ramené de la rationalité instrumentale à la rationalité cognitive.

Le MUE est impuissant devant une *deuxième* classe de phénomènes : ceux qui se caractérisent par le fait que le comportement des acteurs s'appuie sur des croyances prescriptives non conséquentialistes. S'agissant des croyances *prescriptives*, le MUE est à l'aise tant qu'elles sont de caractère conséquentialiste. Ainsi, il n'a aucune peine à expliquer que la plupart des gens croient que les feux rouges sont une bonne chose : malgré les contretemps qu'ils m'imposent, je les accepte, car ils entraînent des conséquences que je juge positives, pour moi comme pour les autres. Ici, le MUE rend efficacement compte de la croyance, des attitudes et des comportements qu'elle inspire.

Mais il est muet sur les croyances normatives qui ne s'expliquent pas sur le mode conséquentialiste. Le sujet du *jeu de l'ultimatum* agit contre son intérêt. L'électeur vote, bien que son vote n'ait pas d'influence sur le résultat du scrutin. Le citoyen réproouve avec véhémence une corruption qui ne l'affecte pas personnellement. Le plagiaire provoque un sentiment de répulsion, même lorsqu'il ne nuit à personne et contribue plutôt à la notoriété du plagié. L'imposteur est montré du doigt, même si ses agissements ne comportent aucun inconvénient pour personne, sinon lui-même.

Enfin, le MUE est impuissant devant une *troisième* classe de phénomènes : ceux qui mettent en jeu des comportements individuels dont il est contraire au bon sens de supposer qu'ils puissent être dictés par une attitude égoïste. Tout spectateur d'*Antigone* condamne Créon et approuve Antigone sans hésitation, que l'on représente la tragédie de Sophocle à Paris, à Pékin ou à Alger. Le MUE ne peut expliquer cette réaction universelle pour une raison simple, à savoir que le spectateur n'est nullement concerné dans ses intérêts par le sujet traité. Dans ce cas, les postulats du conséquentialisme et de l'égoïsme se trouvent *ipso facto* disqualifiés. Or les sciences sociales ont fréquemment affaire à ce type de figure : l'acteur social est couramment appelé à évaluer des situations dans lesquelles il n'est en aucune façon personnellement impliqué. La plupart des gens ne sont nullement concernés par la peine de mort dans leur personne ou dans leur entourage. Cela n'implique pas qu'ils ne puissent avoir une opinion forte sur le sujet.

On tire de ces remarques une conclusion essentielle pour les sciences sociales dans leur ensemble, à savoir que *le MUE n'a pas grand chose à nous dire sur les phénomènes d'opinion*. Kuran (1995) propose une théorie de type MUE de la *déclaration*, non de la *formation* des opinions : elle nous explique pourquoi tels sujets *déclarent* que X, non pourquoi ils y *croient*, lorsque tel est le cas.

En résumé, le MUE est par principe désarmé 1) devant les phénomènes qui mettent en jeu des croyances non triviales, 2) devant ceux qui mettent en jeu des croyances prescriptives échappant aux modèles de caractère

conséquentialiste, et 3) devant ceux qui mettent en jeu des réactions échappant par la force des choses à toute considération de caractère égoïste. Ce sont en d'autres termes les postulats du *conséquentialisme*, de l'*égoïsme* et du *calcul coût-avantage* qui rendent l'explication d'une multitude de phénomènes inaccessible au MUE (Boudon, 1996).

Le modèle rationnel général (MRG)

On en arrive ainsi à l'idée de se débarrasser de ces postulats. Subsiste alors le postulat selon lequel les causes de l'action, des croyances, des attitudes des acteurs sociaux résident dans le sens qu'elles ont pour eux : dans les raisons qu'ils ont de les endosser (que ces raisons soient conscientes ou semi-conscientes). C'est dans certains cas et dans certains cas seulement que ces raisons sont de caractère *conséquentialiste*, de caractère *égoïste* ou qu'elles prennent la forme d'un *calcul coût-avantage*. Comme on le constate facilement, les extensions données par Simon et Becker au MUE n'abandonnent pas le triple postulat caractéristique du MUE : conséquentialisme, égoïsme, calcul coût-avantage.

Appelons *Modèle Rationnel Général* (MRG) le modèle qu'on obtient en se débarrassant de ces trois postulats et en ne conservant que le postulat de rationalité, qu'on formule : le sujet X fait Y lorsque Y a un sens pour lui au sens où il a des raisons de le faire.

Selon ce modèle, l'acteur doit donc être considéré en principe comme ayant des raisons fortes de faire ce qu'il fait et de croire ce qu'il croit. Mais c'est dans certains cas, et dans certains cas seulement, que ces raisons concernent les *conséquences* de l'action ; que l'acteur considère particulièrement celles qui le concernent dans ses *intérêts* ; ou, plus restrictivement encore, qu'il peut tenter de soumettre ces conséquences à un *calcul coût-avantage*. Dans d'autres cas, les raisons de l'acteur sont de caractère *cognitif* (comme lorsqu'il fait X sur la base d'une théorie qui ne le concerne pas dans ses intérêts mais qui lui paraît *vraie*) ou *axiologique* (comme lorsqu'il fait X sur la base d'une théorie qui ne le concerne pas dans ses intérêts mais qui lui paraît *juste*).

Ce modèle général concorde avec la définition philosophique classique de la rationalité. Ainsi, le philosophe N. Rescher (1995, 26) déclare : « (...) *rationality is in its very nature teleological and ends-oriented* », précisant aussitôt que « téléologique » ne se confond pas avec « instrumental ». Il continue en effet : « *Cognitive rationality is concerned with achieving true beliefs. Evaluative rationality is concerned with making correct evaluation. Practical rationality is concerned with the effective pursuit of appropriate objectives* ».

Cette définition de la rationalité recoupe celle de la sociologie classique. Par sa distinction entre *rationalité instrumentale* et *rationalité axiologique* ou *évaluative* (*Wertrationalität*), Max Weber indique que la rationalité ne se confond pas avec sa forme *instrumentale*. La notion de *rationalité axiologique* est limpide si l'on y voit une application de la *rationalité cognitive* aux questions normatives : je crois que « X est bon, légitime, etc. » à partir du moment où cette proposition me paraît dériver d'un système de raisons que je perçois comme fortes, exactement comme je crois que « X est vrai », dès lors que je suis en mesure de tirer cette conclusion d'un système de raisons fortes.

Une objection est souvent adressée au MRG. *Pourquoi un acteur considère-t-il tel système de raisons comme bon ? N'est-ce pas bien souvent le seul fait de son arbitraire ? Dans ce cas la rationalité du MRG n'est-elle pas indéfinie ?* Je ne peux qu'esquisser ici la réponse que je propose à cette question complexe. Comme l'a dit Kant, rechercher les critères de la vérité, c'est chercher à traire un bouc : il n'existe pas de critères permettant d'affirmer qu'une théorie est vraie. Plus généralement, il n'existe pas de critères permettant d'affirmer qu'un système de raisons est valide. Mais il existe des critères permettant d'affirmer qu'une théorie scientifique est *supérieure* à une autre. Ainsi, la théorie de Torricelli-Pascal explique par le poids de l'atmosphère que le mercure monte dans une éprouvette retournée sur un récipient rempli de mercure et où le vide a été fait. Elle est plus acceptable que la théorie de Descartes (la nature a horreur du vide), et l'on peut facilement expliquer pourquoi. Ainsi, on préfère une théorie T1 à une théorie T2 en raison de critères déterminés, mais ces critères sont variables d'un cas à l'autre. Bref, il existe des critères permettant d'émettre des jugements évaluatifs *relatifs* (« T1 plus acceptable que T2 »), mais il n'existe pas de critères permettant d'énoncer des jugements évaluatifs *absolus* (« T1 vrai »). D'autre part, ces critères sont innombrables et variables d'une comparaison à l'autre.

Admettons maintenant, comme je le propose, de voir dans la rationalité axiologique une forme de la rationalité cognitive, la première se distinguant de la seconde par le fait que le système de raisons y aboutit à une conclusion évaluative. L'on en tire l'idée que la certitude axiologique doit être interprétée comme dérivant d'un ensemble plus ou moins étendu de comparaisons, généralement implicites, à l'issue desquelles le sujet décide de préférer le système T1 aux systèmes alternatifs sur la base de critères pertinents. Les raisons de l'acteur sont donc paramétrées par le contexte. Dans le contexte cognitif qui était le sien, Descartes avait des raisons fortes de croire que la nature a horreur du vide. Il ne pensait pas pouvoir se passer de cette notion pour expliquer certains phénomènes. La force de ses raisons s'est brutalement écroulée avec la *grande expérience* de Pascal, montrant qu'on peut la remplacer par une notion plus acceptable.

Ainsi, même s'agissant du choix entre théories scientifiques, il n'existe pas de critères généraux permettant de déclarer une théorie vraie. Cela n'implique pas que les choix de l'homme de science soient arbitraires. La réponse du MRG à l'objection précédente est finalement que la différence entre connaissance ordinaire et connaissance scientifique est de degré plutôt que de nature, et que la rationalité cognitive à l'œuvre dans les deux cas obéit aux mêmes mécanismes ; elle pose d'autre part que la rationalité axiologique est une forme de la rationalité cognitive (je juge « X bon, légitime, etc. » sur la base de raisons fortes, de même que je juge « Y vrai » sur la base de raisons fortes).

Une objection est parfois adressée à l'idée de voir dans la rationalité axiologique une variante de la rationalité cognitive : le théorème de Hume selon lequel on ne saurait tirer l'impératif de l'indicatif. L'énoncé exact est qu'on ne saurait tirer une conclusion prescriptive ou évaluative d'un système de raisons *toutes* à l'indicatif. Dans le langage de Weber : raisons axiologiques et instrumentales sont à la fois distinctes par nature et combinées dans la pratique. Cette remarque suffit à neutraliser l'objection en question (Boudon, 2001).

Phénomènes inexpliqués dans le cadre MUE, expliqués dans le cadre MRG

Il est facile de trouver des exemples de phénomènes expliqués de façon satisfaisante dans le cadre du MRG et dont on ne voit pas comment le MUE pourrait les expliquer. J'illustrerai ce point par trois exemples. Ils confirment qu'opinions et croyances peuvent s'analyser de manière rationnelle si on accepte la définition générale de la rationalité que je viens d'évoquer. Le premier met en évidence des croyances obéissant à des *raisons* de caractère *conséquentialiste* ; le second, des croyances obéissant à des *raisons* de caractère *non conséquentialiste* ; le troisième, des croyances dictées aux répondants à la fois par des *raisons relevant de leur intérêt*, mais aussi par des *raisons étrangères à leur intérêt*.

Exemple 1 : Croyances fondées sur des raisons de caractère conséquentialiste

Bien des opinions mobilisent de véritables théories : je crois à la validité de la proposition X parce que X est une conséquence de telle théorie à laquelle j'ai de fortes raisons de faire confiance. Ainsi, l'opinion généralement favorable du public à l'égard de la loi des trente-cinq heures s'explique pour une part par le fait qu'elle mobilise une théorie immédiatement intelligible, à savoir que, si l'on rationne la quantité de travail accessible à chaque individu, davantage d'individus pourront, en principe du moins, être servis. La théorie n'est bien sûr valable que sous nombre d'hypothèses très restrictives. Mais, pour quiconque ne voit pas très bien ce que l'hypothèse du *gâteau fini* de l'emploi a d'*héroïque*, la

théorie paraît facilement crédible. On peut d'ailleurs observer qu'il y a bien sur ce point entre la connaissance ordinaire et la connaissance scientifique une différence de degré plutôt que de nature : toute théorie scientifique repose aussi sur la clause du *ceteris paribus*. Comment dès lors s'étonner qu'elle soit généreusement utilisée par la connaissance ordinaire ?

Certains résultats d'une étude d'Inglehart (1998) illustrent bien les mécanismes de la rationalité cognitive. Ils suggèrent que la maîtrise cognitive des mécanismes économiques varie d'un pays à l'autre, si l'on en juge du moins à la facilité avec laquelle l'hypothèse *du gâteau fini* y est acceptée (tableau 1), puisque cette hypothèse sous-tend l'assertion causale « si on force les gens à prendre leur retraite plus tôt, on fait baisser le chômage ».

Quand l'emploi est rare, les gens devraient être forcés à prendre leur retraite tôt : % d'accord

Espagne	Allemagne (Ouest)	France	Angleterre	Etats-Unis	Suède
62%	50%	49%	43%	16%	9%

Tableau 1 : opinions sur l'abaissement de l'âge de la retraite et la réduction du chômage (source : Inglehart R., Basañez M., Moreno A, 1998, tableau VI29 : Forced retirement).

Ces données signifient-elles que la formation du public en matière d'analyse des phénomènes économiques est variable d'un pays à l'autre ? Cette conjecture est plausible. En effet, si ces pourcentages reflétaient simplement le degré d'implantation de la *culture libérale* dans les pays considérés, on ne comprendrait pas que la Suède, pays où la tradition social-démocrate est particulièrement ancienne et influente, ait pu avoir un score plus bas que celui des Etats-Unis. L'interprétation en termes de rationalité *cognitive* est confirmée par le fait que, dans chaque pays, la variable *niveau d'instruction* apparaît au vu des données publiées par Inglehart comme statistiquement beaucoup plus étroitement associée que les autres variables observées (statut socio-économique, sympathies politiques, etc.) à la fréquence avec laquelle l'hypothèse *du gâteau fini de l'emploi* est endossée : dans chaque pays, on accepte d'autant plus facilement que l'abaissement de l'âge de la retraite a le pouvoir de réduire le taux de chômage que l'on a un niveau d'instruction plus bas. En revanche, le fait qu'un répondant se déclare plutôt de droite ou plutôt de gauche ne permet guère de préjuger de son opinion sur ce point.

Si le gâteau de l'emploi est fini, une autre manière de faire baisser le chômage n'est-elle pas de limiter les candidats à l'emploi en excluant les immigrés ? Une réponse positive à cette autre question combine deux

hypothèses réductrices : le caractère fini du gâteau de l'emploi et la substituabilité illimitée des candidats à l'emploi (tableau 2).

Quand l'emploi est rare, les employeurs devraient donner la priorité aux nationaux sur les immigrants : % d'accord

Espagne	Allemagne (Ouest)	France	Angleterre	Etats-Unis	Suède
75%	62%	63%	51%	51%	35%

Tableau 2 : opinions sur la discrimination nationale et la réduction du chômage. (source : Inglehart R., Basañez M., Moreno A, 1998, tableau V130 : Jobs preference to own nationality).

On retrouve grossièrement au tableau 2 le même ordre des pays que dans le tableau 1. Ici encore, une interprétation en termes de *rationalité cognitive* est plausible, la fréquence de la réponse positive se révélant au vu des données d'autant plus élevée que le niveau d'instruction est plus bas, mais n'étant pas affectée par les variables *revenu* ou *sympathies politique*. Mais, par-delà leurs similarités, les deux tableaux 1 et 2 se distinguent par une différence importante : les pourcentages du second tableau sont tous plus élevés que ceux du premier. Cette différence fait apparaître l'effet de raisons de caractère *axiologique* : il est plus facile de refuser l'entrée du pays à des candidats à l'immigration que de modifier l'âge de la retraite, puisque le second cas correspond à une rupture de contrat, alors que le premier implique un simple refus de passer contrat. Or il est moins facile d'accepter la deuxième situation que la première (Kahneman *et al.*, 1986).

Bref, pour comprendre la structure statistique complexe des tableaux 1 et 2, il est indispensable de se représenter le répondant comme mû par un système de raisons cognitives et axiologiques.

Exemple 2 : Croyances obéissant à des raisons de caractère non conséquentialiste

Ma seconde illustration d'un emploi avant la lettre du MRG est empruntée à Adam Smith (1976, 1, 10). Pourquoi, se demande Smith, les Anglais considèrent-ils en général comme normal que les salaires des soldats soient plus faibles que ceux des mineurs ? Si l'on rétablit ses propositions implicites, l'analyse de Smith est la suivante : un salaire doit être perçu comme juste par l'intéressé, par sa catégorie et aussi par l'observateur impartial, si l'on veut qu'il ne donne pas naissance à un sentiment d'illégitimité. Le salaire étant la rémunération d'un service rendu, à service équivalent, les salaires doivent être équivalents. Dans la valeur du service rendu rentrent différents éléments : la

durée d'apprentissage qu'il implique, les risques auxquels il expose celui qui le rend, etc. Dans le cas du mineur et du soldat, la durée d'apprentissage est comparable ; les deux métiers comportent des risques semblables : dans les deux cas, on risque sa vie. Néanmoins, les activités en question sont incommensurables : le soldat garantit l'existence même de la patrie, tandis que le mineur produit des biens matériels, indispensables certes, mais qu'on peut aussi importer et qui sont en tout cas moins fondamentaux que l'indépendance nationale. C'est pourquoi le soldat peut être candidat aux honneurs, à la gloire et aux symboles qui en témoignent ; pourquoi la mort du mineur au fond de la mine est perçue comme un accident, comme résultant des risques du métier, tandis que la mort du soldat est vue comme un sacrifice. Il résulte de ces *raisons* que le mineur, ne pouvant recevoir les récompenses symboliques auxquelles le soldat peut prétendre et accomplissant un travail aussi pénible et aussi risqué doit recevoir une compensation en une autre monnaie. C'est donc finalement le principe de l'égalité entre contribution et rétribution qui conduit le public à percevoir comme une évidence le fait que le mineur doit être mieux payé que le soldat. Smith offre ici une remarquable illustration de la *rationalité axiologique*.

Dans une analyse très proche, un auteur contemporain, Walzer (1983) se demande pourquoi on considère la conscription comme juste et acceptable s'agissant des soldats, mais non des mineurs. On l'accepte dans le premier cas, dit-il, parce que l'activité du soldat est vitale, puisqu'elle vise à maintenir l'intégrité de la nation. En revanche, si on appliquait la conscription à telle activité économique dont on ne pourrait montrer qu'elle est vitale et qu'elle ne peut être assurée autrement, il faudrait l'appliquer à toutes : cela reviendrait à la limite à justifier le travail forcé. Ici encore, les sentiments (de légitimité) sont fondés sur des raisons relevant, non de la rationalité instrumentale, mais de la rationalité axiologique.

Exemple 3 : Croyances obéissant à des raisons de caractère égoïste et non égoïste

R. Hardin (1995) a attiré l'attention sur un mécanisme important. Bien des opinions s'installent dans l'esprit du sujet parce qu'il se sent appartenir à une *communauté* et qu'il voit que telle valeur sert les intérêts de la communauté en question et, par ce truchement, le sert lui-même. Ces communautés peuvent être de différents types : résidentiel, mais aussi social, politique, religieux, etc. Elles peuvent être plus ou moins clairement définies (*les fonctionnaires, les socialistes, le peuple de gauche, les droites, etc.*).

Mais Hardin développe son analyse dans le cadre du MUE. Aussi ne voit-il pas que le sujet social peut avoir des raisons fortes d'épouser telle valeur même si elle est étrangère à ses intérêts personnels et conclut-il ses analyses par

une observation pessimiste : les valeurs universelles ne servant pas - à la différence des valeurs communautaires - les intérêts des individus, on ne voit pas d'où leur force pourrait provenir, avance-t-il.

Elle provient en fait de ce que, lorsque l'acteur est dans la position du « spectateur impartial », il incline à se laisser guider par des raisons relevant de la *rationalité axiologique*.

Un exemple illustrera ce point. Au début de l'année 1999, se déroule en France le très controversé procès du sang contaminé, au cours duquel fut examinée la responsabilité pénale de trois ministres socialistes : un sondage fait apparaître que les répondants ont été heurtés par le fait que les ministres aient été jugés devant une juridiction d'exception, par le caractère non contradictoire des débats, par l'absence des parties civiles, etc. Ils ont donc été sensibles au fait que le procès ait violé, sinon la lettre de la loi, du moins certains principes fondamentaux (rationalité axiologique). En même temps, des considérations *communautaires* firent que la fréquence de la réprobation apparut comme variable avec les sympathies politiques.

Ce schéma théorique explique l'effet d'interaction (au sens statistique) qui apparaît au tableau 3. On y perçoit le rejet - au nom de valeurs universelles - de la crédibilité du tribunal d'exception, et aussi les différences produites par les valeurs communautaires : on savait en effet, dès l'époque où le sondage est effectué, que le procureur général avait l'intention de requérir l'acquittement. Cette issue probable contribua sans doute à rendre les sympathisants socialistes moins sévères à l'égard de la Cour. Pour des raisons symétriques, les sympathisants du Front National (FN) apparaissent comme particulièrement sévères à l'égard de la Cour.

Faites-vous confiance à la cour de justice de la république composé d'élus et de hauts magistrats pour juger équitablement les trois anciens ministres, L. Fabius, G. Dufoix et E. Hervé. A : confiance ou plutôt confiance ; B : pas confiance ou plutôt pas confiance.

	Ensemble	Sympathisants						
		PC	PS	Ecolo.	UDF-DL	RPR	FN	Aucun
A	38	45	53	37	34	37	12	30
B	57	55	44	63	63	62	88	58
Ne sait pas	5	-	3	-	3	1	-	12

Tableau 3 : la confiance dans la cour de justice de la république (source : sondage BVA, 18 février 1999).

Lorsqu'il n'est pas précisé que la responsabilité pénale des politiques est déterminée par une justice d'exception, les différences sont faibles : les raisons inspirées par les intérêts *communautaires* s'effacent devant l'évidence de la responsabilité pénale des politiques (tableau 4). La structure des deux tableaux ainsi que les interactions (au sens statistique) qui apparaissent lorsqu'on les compare ne s'explique qu'en tenant compte des différents types de raisons évoquées dans l'esprit des répondants par les deux questions.

Le fait qu'un ministre puisse être traduit en justice pour des décisions prises dans le cadre de ses activités gouvernementales vous paraît-il (A) plutôt une bonne chose car les politiques ne sont pas au-dessus des lois, (B) plutôt une mauvaise chose car cela risque de rendre presque impossible le métier de ministre

	Ensemble	Sympathisants						
		PC	PS	Ecolo.	UDF-DL	RPR	FN	Aucun
A	85	78	81	91	90	88	85	84
B	11	22	15	9	7	10	12	9
Ne sait pas	4	-	4	-	3	2	3	7

Tableau 4 : opinions sur la responsabilité pénale des ministres (source : sondage BVA, 18 février 1999).

Les paradoxes résolus

Enfin, les paradoxes relevés ci-dessus se résolvent facilement dans le cadre du MRG. Je me contenterai de reprendre sommairement quelques uns des exemples précédents.

Le sujet du jeu de l'ultimatum agit contre son intérêt en application d'une théorie. Il propose un partage égal, non parce qu'il entend préserver l'avenir, puisqu'il joue une partie unique. Il agit ainsi en vertu de la théorie selon laquelle on ne peut pas profiter d'une aubaine lorsque le profit est acquis aux dépens d'autrui. Il agit contre son intérêt en application d'une théorie axiologique découlant du principe du respect d'autrui. De nombreuses études de psychologie sociale expérimentale vérifient cette interprétation en termes de raisons axiologiques (Kahneman et Tversky, 1973).

Celui que la corruption ne lèse en aucune manière place la lutte contre la corruption au premier rang dans les critères qu'il utilise pour juger les gouvernants. Ses raisons ne sont ni égoïstes ni conséquentialistes. Il trouve la corruption insupportable, non parce qu'il est exposé à en subir les conséquences, mais parce qu'elle contredit des principes auxquels il est attaché. De la même façon, l'électeur vote, dès lors qu'il s'estime en mesure d'exprimer une préférence, parce qu'il croit à la démocratie et estime normal de participer au fonctionnement de ses institutions.

Le MRG a donc bien un pouvoir explicatif plus grand que le MUE. Les raisons qui inspirent les comportements, les attitudes, les croyances de l'acteur et leur donnent sens à ses yeux lui sont dictées dans certains cas, mais dans certains cas seulement, par les mécanismes postulés par le MUE. Dans d'autres cas, les raisons de l'acteur relèvent de la *rationalité cognitive* : lorsque son objectif premier est de rechercher le vrai, dans la mesure de ses moyens. Dans d'autres cas, elles relèvent de la *rationalité axiologique* : lorsque son objectif est de déterminer, dans la mesure de ses moyens, ce qu'il est bien, légitime, etc. de faire dans telle ou telle circonstance. Le MUE fait fausse route en prétendant accorder un statut général aux postulats du conséquentialisme et de l'égoïsme, qui ne sont pertinents que dans des cas particuliers. Comment l'individu pourrait-il avoir des appréciations fondées sur des raisons de caractère égoïste et conséquentialiste s'agissant de sujets qui n'entraînent aucune conséquence pour lui ?

Raymond Boudon

Références

Allais M., Hagen O. (eds.). (1979), *Expected Utility Hypotheses and the Allais Paradox: Contemporary Discussions of Decisions Under Uncertainty With Allais' rejoinder*, Dordrecht, Reidel.

Becker G. (1996), *Accounting for Tastes*, Cambridge, Harvard U. Press.

Boudon R. (1996), The 'Rational Choice Model' : A Particular Case of the 'Cognitivist Model', *Rationality and Society*, 8, 2, 123-150.

- (1998-2000), *Etudes sur les sociologues classiques, I et II*, Paris, PUF.

- (1998), *Le Sens des valeurs*, Paris, PUF, « Quadrige ».

- (2001), *The Origin of Values*, New Brunswick (USA), Londres, Transaction.

- (2001[1979]), *La Logique du social*, Paris, Hachette, « Pluriel ».

Coleman J. (1986), *Individual Interests and Collective Action: Selected Essays*, Cambridge, Cambridge U. Press.

Davidson D. (1993), *Actions et événements*, Paris, PUF (traduit et introduit par P. Engel).

Ferejohn F.J., Fiorina M. (1974), The Paradox of Not Voting : A Decision Theoretic Analysis, *The American Political Science Review*, 68, 2: 525-36.

Frey B. S. (1997), *Not Just for the Money: an Economic Theory of Personal Motivation*, Cheltenham, Edward Elgar.

Hagen O. (1995), Risk in Utility Theory, in Business and in the World of Fear and Hope, in *Revolutionary Changes in Understanding Man and Society, Scopes and Limits*, J. Götschl (ed.), Dordrecht/ London, Kluwer, 191-210.

Hardin R. (1995), *One for All : The Logic of Group Conflict*, Princeton, Princeton University Press.

Harsanyi J. C. (1955), Cardinal Welfare, Individualistic Ethics, and Interpersonal Comparisons of Utility, *The Journal of Political Economy*, 63, 4, August, 309-21.

- (1977), *Rational Behaviour and Bargaining Equilibrium in Games and Social Situations*, Cambridge, Cambridge University Press.

Hoffman E., Spitzer M. L. (1985), Entitlements, Rights and Fairness. An Experimental Examination of Subjects' Concepts of Distributive Justice, *Journal of Legal Studies* 14, 259-97.

Hollis M. (1977), *Models of Man: Philosophical Thoughts on Social Action*, Cambridge, Cambridge University Press.

Inglehart R., Basañez M., Moreno A. (1998), *Human Values and Beliefs : A Cross-Cultural Sourcebook : Political, Religious, Sexual, and Economic Norms in 43 Societies : Findings from the 1990-1993 World Values Survey*, Ann Arbor, The University of Michigan Press.

Kahneman D., Tversky A. (1973), Availability: a Heuristic for Judging Frequency and Probability, *Cognitive Psychology* 5, 207-232.

Kahneman D., Knetsch, J.L., Thaler R. (1986), Fairness as a Constraint on Profit Seeking, *The American Economic Review*, sept., vol. 76, 4, 728-41.

Kuran, T. (1995), *Private Truths, Public Lies. The Social Consequences of Preference Falsification*, Cambridge, Harvard University Press.

Oberschall A. (1973), *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall.

- (1994), Règles, normes, morale : émergence et sanction, *L'Année sociologique*, n° 44 : *Argumentation et Sciences Sociales*, 357-384.

Olson M. (1965), *The Logic of Collective Action; Public Goods and the Theory of Groups*, Cambridge, Harvard U. Press. Tr. fr. : *La Logique de l'action collective*, Paris, PUF.

Overbye E. 1995, Making a Case for the Rational, Self-regarding, « Ethical » Voter ... and Solving the « Paradox of Not Voting » in the Process, *European Journal of Political Research* 27, 369-96.

Radnitzky G. (1987), La perspective économique sur le progrès scientifique: application en philosophie de la science de l'analyse coût-bénéfice, *Archives de philosophie*, 50, avril-juin, 177-198.

Rescher N. (1995), *Satisfying Reason. Studies in the Theory of Knowledge*. Kluwer, Dordrecht.

Root H.L. (1994), *La construction de l'état moderne en Europe : la France et l'Angleterre*, Paris, PUF.

Ruse M. (1993), Une défense de l'éthique évolutionniste, in Changeux J.-P, (éd.), *Fondements naturels de l'éthique*, Paris, Odile Jacob, 35-64.

Smith A. (1976 [1776]), *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, Oxford, Clarendon Press.

Schuessler A. A. (2000), Expressive Voting, *Rationality and Society*, 12, 1, Feb., 87-119.

Walzer M. (1983), *Spheres of Justice. A Defence of Pluralism and Equality*. Oxford, Martin Robertson.

Weber M.(1999[1920-1921]), *Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie*, Tübingen, Mohr.

Wilson J. Q. (1993), *The Moral Sense*, New York, The Free Press.